



Adéquation et pérennité des régimes de retraite dans le contexte du vieillissement de la population



ITUC CSI IGB Confédération syndicale internationale

INTRODUCTION

Adéquation et pérennité des régimes de retraite compte tenu du vieillissement de la population

Bénéficier d'une protection sociale au moment de la vieillesse est un **droit humain universel** et les gouvernements ont l'obligation de le respecter. Dans le monde, à peine **deux personnes sur trois** bénéficient d'une forme de pension. Compte tenu des pressions qu'exercent le vieillissement de la population et l'austérité, le droit des personnes âgées à bénéficier de la protection sociale est **en danger** dans de nombreux pays. Dans les années à venir, le nombre de personnes insuffisamment couvertes **pourrait encore croître**. Le mouvement syndical international insiste sur le besoin d'inverser ces tendances en adoptant des mesures importantes pour garantir des niveaux équitables et décents de protection sociale à **toutes et tous**.

L'**austérité** a eu des effets dévastateurs sur le bien-être des travailleurs et les membres les plus vulnérables de la société en ont payé le prix le plus fort. Pour faire face au vieillissement démographique et aux contraintes financières, certains États ont réformé les systèmes de retraite de différentes façons, y compris en augmentant l'âge de la retraite, en réduisant les niveaux des prestations, en augmentant les cotisations des travailleurs et en renforçant les liens entre les cotisations et les prestations. Ces mesures ont non seulement eu des effets macroéconomiques négatifs, mais également des conséquences désastreuses pour les retraités, mettant en péril leur droit à vivre décemment et en bonne santé. Elles sont aussi en contradiction totale avec des normes internationales du travail, dont la convention n° 102 et la recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), et avec la cible du Programme 2030 des Nations Unies prévoyant l'extension de la protection sociale.

En temps de crise, la protection sociale est souvent considérée comme inabordable, ce qui mène à des réductions des dépenses publiques. Pourtant, la protection sociale n'est pas un **luxé** réservé aux périodes économiques favorables – c'est un **facteur clé pour réduire la pauvreté et les inégalités, et soutenir des économies fonctionnant correctement et durablement**. La protection sociale aide à renforcer la demande globale et stimule les marchés locaux, elle encourage le développement des compétences et

l'emploi, elle protège des chocs et renforce la confiance de la population dans l'économie et l'État, et elle stimule une croissance durable et universelle. Une société qui investit dans la protection sociale est une **société juste et équitable** qui tend à la fois à la sécurité et au développement économiques.

Il est possible de financer une protection sociale prévoyant des pensions décentes et sûres. L'OIT a estimé qu'il suffisait de consacrer **0,23 %** du PIB mondial pour mettre en place des socles de protection sociale pour la population de toute la planète. À titre de comparaison, environ 10 % du PIB mondial est détenu dans des paradis fiscaux. Les États disposent de différentes options pour veiller à l'adéquation et à la pérennité des pensions, et ils devraient en profiter. Ils devraient **supprimer les obstacles à la participation au marché du travail** pour en finir avec la **main-d'œuvre inexploitée**. Cela suppose de combler les déficits d'emploi qui pénalisent les **femmes, les jeunes et les migrants**. Il faut également soutenir la **transition des travailleurs informels vers l'économie formelle**. Il est tout aussi important de combattre la **fraude fiscale** et de rendre les régimes fiscaux plus **progressifs**, notamment en se servant de l'impôt sur les richesses, les entreprises et la finance. De plus en plus, ce sont les travailleurs qui doivent supporter la charge des cotisations aux systèmes de retraite, mais les **employeurs doivent payer une part équitable de cotisations sociales**. De plus, le financement de la protection sociale pourrait accompagner des mesures visant à soutenir une **transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone**, par exemple en prévoyant des prélèvements liés aux ressources ou des taxes sur le carbone, et en consacrant ces recettes à des fonds de pension.

Garantir une protection sociale appropriée n'est pas une fiction, c'est une question de volonté politique.



Sharan Burrow,
secrétaire générale de la CSI

RÉSUMÉ

Le document revoit différentes mesures que des États ont adoptées dans le but d'améliorer la pérennité des régimes de retraite et évalue leur efficacité. Il permet de réaliser que nombre des mesures adoptées ont eu des effets négatifs de redistribution et ont fortement compromis la fonction première des régimes de retraite, à savoir garantir un revenu de remplacement aux personnes âgées et éviter qu'elles ne basculent dans la pauvreté.

Alors que plusieurs gouvernements et institutions internationales conçoivent les réformes des retraites comme un compromis impossible entre l'adéquation et la pérennité, les syndicats insistent sur le fait que réagir au vieillissement de la population exige d'adopter un nouveau discours global qui associe des efforts accrus pour soutenir la participation au marché du travail de groupes exclus, l'augmentation des revenus grâce à des formes progressives et novatrices d'imposition et la garantie d'un revenu décent à l'âge de la retraite.

L'enjeu démographique: moins de travailleurs par rapport au nombre de personnes âgées

Les sociétés du monde entier connaissent **une hausse spectaculaire de l'espérance de vie, associée à une diminution des taux de fécondité**. En moyenne, l'espérance de vie a augmenté de plus de 10 ans depuis 1970¹.

D'ici 2030, la Terre comptera davantage de personnes de plus de 60 ans que d'enfants de moins de 10 ans². Alors que les trois quarts des personnes âgées (73 %) vivront dans les pays en développement³, les économies avancées seront davantage touchées par le vieillissement de la population. Au sein de l'Union européenne, plus d'un quart de la population aura plus de 65 ans en 2050⁴. Le Japon, l'Italie et l'Allemagne figurent déjà parmi les cinq pays ayant les populations les plus âgées au monde⁵.

Ces tendances démographiques ont conduit à **une diminution de la part de la population en âge de travailler par rapport aux personnes âgées**. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le rapport de dépendance économique des personnes âgées (c'est-à-dire le nombre de personnes âgées par rapport à celles en âge de travailler) était de 14 pour 100 en 1950

et avait doublé, à 28 pour 100, en 2015. En 2075, il devrait à nouveau presque doubler et atteindre 58 pour 100⁶. **Ces tendances ont d'importantes implications économiques** à la fois pour les pays disposant de régimes de retraite par répartition et pour ceux ayant des régimes de retraite par capitalisation intégrale. Pour les premiers, à mesure que les travailleurs quittent le marché du travail, les contributions s'amenuisent et un plus petit nombre de travailleurs doivent fournir des revenus de substitution suffisants pour un nombre croissant de bénéficiaires pendant une période plus longue. Pour les seconds, la diminution de la population active peut avoir des effets néfastes sur la productivité et la croissance, atténuant la confiance financière du marché, conduisant à un abaissement des taux d'intérêt et des rendements financiers et, finalement, à une érosion des actifs des fonds de pension.

En outre, bien que les personnes vivent plus longtemps, elles ne vivent pas forcément en meilleure santé et sont souvent rattrapées par des maladies et des incapacités dans les dernières années de leur vie. Si, en moyenne dans les pays de l'OCDE, les personnes de 65 ans peuvent s'attendre à vivre 19,5 ans de plus, seulement 9,4 de ces années sont considérées comme des années de vie en bonne santé (voir le graphique en annexe). **Un vieillissement accru fait donc non seulement peser une pression financière supplémentaire sur les régimes de retraite, mais augmente également la demande sur les systèmes de santé et de soins à long terme.**

Selon les estimations du BIT, le PIB du Japon devrait augmenter d'au moins 2 % par an pour compenser l'incidence négative de la réduction de sa main-d'œuvre⁷. Elles suggèrent aussi que, dans la décennie à venir, la majeure partie de la productivité de la main-d'œuvre d'Italie, d'Allemagne et des États-Unis servirait à contrer l'incidence du vieillissement de la population sur la capacité de production⁸.

Adéquation et pérennité des régimes de retraite: obstacles et réponses politiques

Il est impossible d'aborder la question de la pérennité des régimes de retraite sans discuter de leur adéquation. La faible couverture des régimes de retraite et les niveaux insuffisants des pensions constituent déjà d'importantes difficultés dans de

nombreux pays, mettant ainsi en péril les capacités des personnes plus âgées à vivre dans une certaine sécurité économique et dans la dignité une fois à la retraite. À l'échelle mondiale, environ un tiers de la population ne bénéficie d'aucune forme de retraite⁹ et près d'une personne de plus de 65 ans sur dix vit dans la pauvreté dans les pays de l'OCDE¹⁰. Ce chiffre augmente à une personne âgée sur cinq au Japon, à une sur quatre en Australie et au Mexique, et à une sur deux en Corée du Sud¹¹.

Les femmes, les travailleurs informels et les personnes faiblement rémunérées et dans des formes précaires de travail sont particulièrement exposés puisque, n'ayant pas suffisamment cotisé, leurs prestations sont insuffisantes ou inexistantes une fois arrivés à un âge avancé. À l'échelle mondiale, à peine 26,4 % des femmes sont couvertes par un régime de retraite contributif et, rien qu'en Union européenne, les pensions de femmes sont 40 % inférieures à celles des hommes.

Pour améliorer la pérennité des systèmes de protection sociale, certains États ont dernièrement suivi différents modèles de réforme, dont l'augmentation de l'âge de la retraite et la suppression progressive de la retraite anticipée, la réduction des niveaux des prestations, le durcissement du lien entre les cotisations et les prestations, le transfert vers des régimes de retraite professionnels et privés, et l'augmentation des cotisations sociales. **Dans bien des cas, de telles réformes ont encore mis en péril l'adéquation des régimes de retraite et réduit leur efficacité à garantir un revenu pour les personnes âgées.**

L'incidence de chacune de ces mesures est ici abordée :

- Souvent, les États ont **augmenté l'âge de la retraite et supprimé progressivement la retraite anticipée** pour réagir au vieillissement de leur population, suivant le postulat que les travailleurs vivant plus longtemps, ils devaient également rester plus longtemps sur le marché du travail. De telles mesures augmentent ainsi la période de cotisation tout en réduisant la durée des prestations. Toutefois, **de telles politiques négligent souvent les difficultés que peuvent éprouver les personnes plus âgées à se maintenir sur le marché du travail** du fait de compétences qui peuvent ne plus être adaptées à des marchés du travail en pleine évolution et des fortes discriminations qu'elles peuvent subir. Il a donc été démontré que l'augmentation de l'âge de la retraite n'est pas une mesure très efficace pour accroître le taux d'emploi général des personnes plus âgées, mais peut en revanche les pousser à compter sur d'autres formes d'aide sociale, comme les prestations de chômage, l'assistance sociale ou les prestations d'invalidité¹². **Ces politiques semblent également oublier que l'espérance de vie en bonne santé n'augmente pas aussi**

rapidement que l'espérance de vie en général, obligeant les travailleurs à continuer de travailler alors qu'ils n'en sont peut-être plus capables. Ce problème est particulièrement grave pour les travailleurs faiblement qualifiés qui ont en général une espérance de vie en bonne santé plus courte à partir d'un âge bien plus bas que les autres groupes, à l'instar de celles et ceux qui ont eu des emplois pénibles ou dangereux¹³. L'augmentation de l'âge de la retraite peut ne pas être efficace pour garantir une viabilité financière. Des estimations fondées sur des données de l'OCDE montrent que pour stabiliser le rapport de dépendance économique des personnes âgées d'ici 2050, les gouvernements devraient singulièrement reculer l'âge de la retraite de 8,4 ans, ce qui n'est simplement physiquement pas envisageable pour de nombreux travailleurs¹⁴.

- Certains États ont plutôt choisi de **réduire les niveaux des prestations** pour compenser l'augmentation de l'espérance de vie. La Commission européenne prévoit une diminution des taux de remplacement de 5 % dans la majorité des États de l'Union européenne pour les personnes aux salaires moyens¹⁵, ainsi qu'une baisse supplémentaire de 15 % dans six États. À l'échelle mondiale, les taux de remplacement chuteront probablement de 20 % sur le long terme¹⁶. De telles politiques comportent des risques considérables de pauvreté pour les personnes âgées qui atteignent déjà des niveaux inacceptablement hauts et pourraient aussi réduire la demande globale. La réduction des niveaux des prestations légales pourrait aussi pousser de nombreux retraités à recourir à des régimes complémentaires professionnels ou privés pour s'assurer un niveau suffisant de revenus de remplacement une fois à la retraite (pour autant qu'ils puissent se le permettre et/ou que leur employeur prévoient ce genre de prestations), accentuant ainsi les inégalités entre les différents groupes socioéconomiques.
- Plusieurs pays ont aussi opté pour un **durcissement du lien entre les cotisations et les prestations. Pourtant, un tel durcissement peut en fin de compte transposer les inégalités du marché du travail aux droits à pension, voir les amplifier.** De telles mesures ont en effet une incidence négative sur les prestations des personnes qui ont des carrières plus courtes ou atypiques et donc des périodes de cotisation interrompues ou discontinues. Les femmes étant surreprésentées dans les emplois informels, sous-payés et atypiques, et s'absentant plus longtemps au cours de leur carrière du fait des soins qu'elles prodiguent, elles sont donc pénalisées de façon disproportionnée par ce genre de mesures par rapport aux hommes¹⁷. De la même façon, les «exclus» du marché du travail, comme les personnes faiblement qualifiées, les migrants et les travailleurs atypiques ou précaires arrivent à l'âge de la retraite avec une faible pension ou sans pension.

- **Le renforcement des retraites complémentaires:** Des États se sont progressivement désolidarisés des régimes de sécurité sociale, diminuant les systèmes légaux tout en encourageant le recours à des régimes de retraite professionnels et/ou privés. **Ce genre de politiques ont plutôt des effets régressifs.** Elles excluent souvent les personnes ayant des formes précaires d'emploi dont les employeurs ne contribuent pas forcément à un régime de retraite professionnel, ainsi que celles qui gagnent de faibles salaires et disposent de capacités moindres pour économiser par le biais de systèmes privés. Elles peuvent aussi pénaliser les travailleurs indépendants qui pourraient être exclus des régimes professionnels ou ne pas être capables de cotiser. Le lien entre les cotisations et les prestations étant très étroit dans les régimes de retraite professionnels et privés, ils ont une fois encore tendance à transposer les inégalités du marché du travail aux droits à pension. Enfin, dans les pays où les régimes professionnels ou privés sont volontaires et/ou fournissent des taux de remplacement médiocres, le risque moral et les contraintes économiques peuvent décourager les personnes d'y participer et/ou les pousser à cotiser à des taux plus faibles que nécessaire pour obtenir une pension décente.
- **L'ajustement des cotisations de sécurité sociale:** Plusieurs pays ont choisi d'augmenter les taux de cotisation obligatoires des employeurs et/ou des travailleurs. Si les cotisations sociales peuvent offrir une manière efficace d'accroître le financement de la protection sociale, **de telles augmentations des cotisations n'ont que très rarement été équilibrées entre les travailleurs et les employeurs et se sont révélées contraires à l'objectif de répartition équitable.** Au Chili, par exemple, le gouvernement a récemment accepté d'introduire un taux de cotisation de 4 % pour les employeurs, dont la mise en place se fera progressivement sur huit ans, pour réduire l'insuffisance de fonds pour la protection sociale, alors que les salariés sont priés de continuer de cotiser à concurrence de 10 % du salaire couvert. En Roumanie, les cotisations de sécurité sociale pour les employeurs ont été fortement réduites et la différence a été transférée vers les travailleurs, ce qui a conduit à une diminution considérable de la valeur réelle des salaires, pourtant déjà parmi les plus bas de l'Union européenne. Alors que la convention no 102 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la sécurité sociale établit que les salariés ne doivent pas assumer plus de 50 % des cotisations, certains États ignorent souvent cette disposition lorsqu'ils réforment.

Garantir la pérennité et l'adéquation: la voie à suivre

Face à l'évolution démographique et aux difficiles contraintes financières, **nombre de gouvernements conçoivent leur réforme des retraites comme un compromis impossible entre l'adéquation et la pérennité.** Pourtant, la pérennité ne peut pas être considérée comme l'objectif unique des régimes de retraite – ils doivent aussi faire preuve d'adéquation pour remplir leur mission première de fournir un revenu de remplacement aux personnes âgées et pallier le risque qu'elles basculent dans la pauvreté.

Pour dépasser ce débat manichéen entre l'adéquation et la stabilité, il convient d'adopter une stratégie bien conçue et plurielle, garantissant que personne ne sera laissé pour compte lors d'ajustements ultérieurs. Pour cela, il faut que les gouvernements adoptent un nouveau discours global qui associe des efforts accrus pour soutenir la participation de groupes exclus au marché du travail, l'augmentation des revenus grâce à des formes progressives et novatrices d'imposition et la garantie d'un revenu décent à l'âge de la retraite.

Il est particulièrement essentiel de soutenir le taux d'activité. Compte tenu de la diminution de la part de la population en âge de travailler par rapport aux personnes âgées, les **États doivent intensifier leurs efforts pour soutenir le taux d'activité de celles et ceux qui ont été exclus. Remédier à cette sous-utilisation de la main-d'œuvre peut aider à augmenter les revenus fiscaux et les cotisations de sécurité sociale, à accroître la productivité et à soutenir la croissance économique en général.** Pour cela, les États devraient :

- **Intensifier les mesures pour réduire l'écart entre les taux d'emploi des hommes et des femmes:** À l'échelle mondiale, l'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes se situe à 26,5 points de pourcentage (75 % pour les hommes contre seulement 48,5 % pour les femmes)¹⁸. En outre, les femmes travaillent en général moins à temps plein du fait des difficultés pour concilier vie professionnelle et vie familiale. Il est possible d'aider à combler les écarts entre les taux d'emploi des femmes et des hommes en adoptant des mesures efficaces pour équilibrer les obligations professionnelles et personnelles, et d'autres pour réduire la répartition inégale du travail et des soins entre les hommes et les femmes. À ce propos, garantir la disponibilité de structures de garde des enfants et de soins à long terme, promouvoir une utilisation équilibrée des congés parentaux entre les parents et appuyer le recours à des formules d'organisation du travail souples pour les femmes comme pour les hommes sont toutes des mesures qui se sont révélées utiles. Il est aussi essentiel d'adopter de solides mesures

contre la discrimination et de veiller à leur application efficace.

- **S'attaquer au chômage des jeunes:** En 2017, l'OIT a estimé que les jeunes représentaient plus de 35 % des chômeurs dans le monde entier. De plus, à l'échelle mondiale, 22 % des jeunes seraient sans emploi et ne suivraient ni études ni formation. Ces tendances révèlent un gâchis de compétences et de possibilités pour les jeunes sur le marché du travail et constituent aussi une menace pour la cohésion sociale et l'équité intergénérationnelle. Il faut donc que les États s'intéressent à la façon de résoudre les obstacles qui empêchent les jeunes de rentrer et de rester sur le marché du travail. Le modèle de la «garantie jeunesse», assurant à un jeune une offre d'emploi de qualité, d'enseignement continu, d'apprentissage ou de stage quatre mois maximum après le début de sa période de chômage, offre un bon exemple aux États¹⁹.
- **Soutenir la formalisation de l'économie informelle:** Selon l'OIT, plus de trois travailleurs sur cinq dans le monde, soit 61,2 % ou deux milliards de personnes travaillent dans l'économie informelle. Il est fréquent que ces travailleurs ne bénéficient pas des protections et des droits fondamentaux au travail ni du salaire minimum ou d'une couverture sociale. La formalisation de ces travailleurs informels peut fortement améliorer leur sécurité et leurs moyens de subsistance tout en augmentant également les recettes fiscales en général et les cotisations sociales. Les gouvernements devraient adopter des mesures pour soutenir la transition vers l'économie formelle conformément à la recommandation no 204 de l'OIT, notamment en prévoyant des mesures d'incitation en faveur de la transition effective vers l'économie formelle et la promotion de ses avantages; en facilitant la déclaration des activités économiques et le paiement des impôts et des cotisations sociales; et en améliorant l'accès au financement, à l'éducation et aux formations.
- **Étudier les effets positifs de la migration sur l'offre de main-d'œuvre:** Dans certains États, la migration peut aider à compenser la diminution de l'offre de main-d'œuvre, surtout parce que les migrants sont en général plus jeunes que la population née sur place. Dans bien des pays, comme en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie, les nouveaux arrivants se sont révélés être des fournisseurs stables de services, de soins aux personnes âgées et de tâches domestiques²⁰. Il a été prouvé que les immigrants contribuent bien plus aux recettes fiscales et aux cotisations sociales qu'ils ne bénéficient de la protection sociale et des services sociaux. Selon la Fondation Moressa, rien qu'en Italie, les migrants ont généré 130 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2016, soit 9 % du PIB et ont cotisé à concurrence

de 11,5 milliards d'euros à la sécurité sociale, soulageant ainsi considérablement le système de sécurité sociale légal²¹. Les États peuvent soutenir l'intégration des migrants sur le marché du travail en accordant un statut juridique aux migrants économiques en même temps qu'un droit au travail; en veillant à leur traitement égal grâce à l'adoption et l'application de lois contre la discrimination; en prévoyant la reconnaissance de la formation et des compétences préalablement acquises des migrants; en soutenant la portabilité et la transférabilité des prestations sociales; et en améliorant l'accès à une éducation de qualité, les compétences linguistiques et la formation professionnelle.

- **Soutenir l'employabilité des travailleurs plus âgés:** Les travailleurs plus âgés éprouvent souvent de grandes difficultés à rester sur le marché du travail – à une époque de leur vie où des maladies surviennent, voire des incapacités, alors que la fin de leur carrière approche, qu'ils éprouvent des difficultés à adapter leurs compétences à un marché du travail en évolution et qu'ils atteignent un âge discriminé lors des processus d'embauche et de licenciement. Dans les pays de l'OCDE, le taux d'emploi commence à diminuer fortement à partir de 55 ans²². Les États peuvent soutenir les travailleurs plus âgés en veillant à une protection de l'emploi efficace, en intensifiant les politiques en faveur de la formation et de l'apprentissage tout au long de la vie, en adoptant des mesures pour en finir avec la discrimination dont sont victimes les travailleurs plus âgés et en remettant activement en cause les préjugés. En outre, même s'il a été expliqué plus haut que l'augmentation générale de l'âge du départ à la retraite n'est pas forcément envisageable ni juste pour tout le monde, surtout pour les travailleurs effectuant des tâches pénibles, certains travailleurs, qui retirent une certaine satisfaction de leur emploi, pourraient vouloir y rester plus longtemps et être encouragés à le faire. Une enquête menée dans l'Union européenne révèle qu'une minorité importante (23 %) des personnes âgées souhaiteraient combiner un emploi à temps partiel et une retraite partielle, plutôt que de bénéficier d'une retraite complète²³. Les travailleurs plus âgés qui souhaitent rester sur le marché du travail plus longtemps devraient être soutenus et les États pourraient le faire en prévoyant des formules souples conduisant progressivement à la retraite pour ces personnes. De telles mesures ne devraient pas mettre en péril le droit d'autres travailleurs à disposer d'une pension décente lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite ni ne devraient compromettre des mesures conventionnelles de départ anticipé à la retraite ou le prévoyant du fait de conditions de travail pénibles²⁴.

Outre ces mesures relatives au marché du travail, **les États disposent de nombreuses possibilités pour augmenter les recettes fiscales et garantir des sources supplémentaires de financement des pensions.** Voici quelques stratégies envisagées :

- **Tirer parti de formes progressives d'imposition:** Améliorer le caractère progressif de l'imposition du travail et recourir aux taxes sur les entreprises, sur la richesse et sur les plus-values pourraient contribuer à la réduction des inégalités tout en soutenant la pérennité des finances publiques.
- **S'attaquer à la fraude fiscale:** D'après le Fonds monétaire international (FMI), environ 10 % du PIB mondial est caché dans des paradis fiscaux²⁵. Améliorer la transparence financière, la collecte des impôts et les mesures d'application pourrait ainsi considérablement aider à étendre la base de financement des pensions et des autres dépenses de protection sociale.
- **Envisager des formes novatrices d'imposition:** Certains États ont aussi envisagé d'améliorer la stabilité du système en adoptant de nouvelles formes d'imposition, comme une taxe sur les ressources naturelles, une taxe carbone pour les activités industrielles ou une taxe sur les transactions financières²⁶. Ces nouvelles formes d'imposition comporteraient aussi l'avantage supplémentaire d'encourager les efforts de décarbonisation et de réduction des inégalités de revenus.

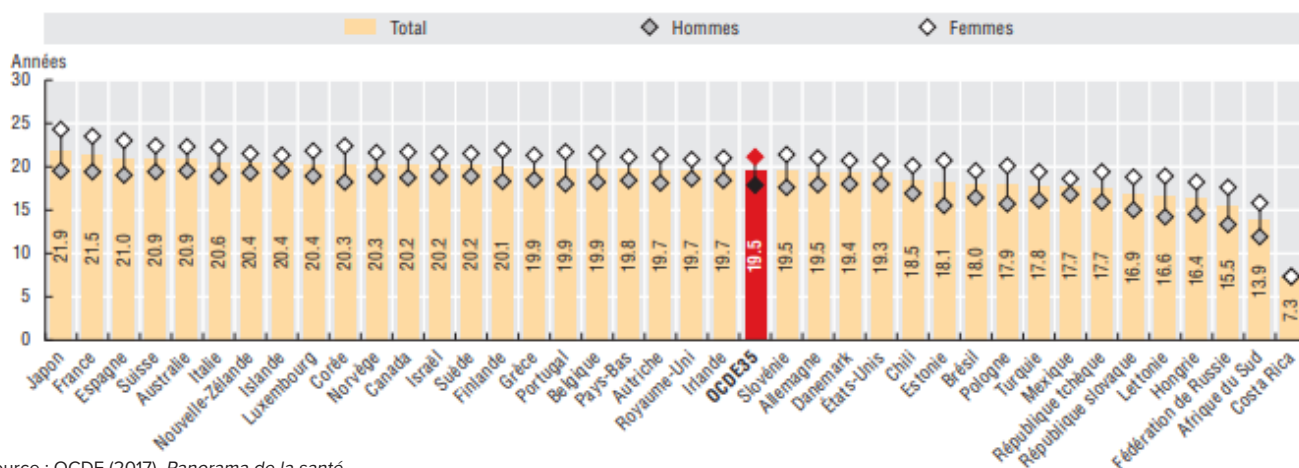
Enfin, pour relever ensemble le défi de l'adéquation et de l'efficacité, il est important de veiller à garantir **une pension décente pour toutes et tous, indépendamment des contributions versées.** Dans le cadre de la **recommandation n° 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale** – adoptées par 185 pays et ensuite approuvée par les dirigeants du G20 et les Nations Unies –, des gouvernements, des syndicats et des employeurs se sont accordés sur le besoin de garantir des pensions non contributives.

Certains États y sont parvenus grâce à des pensions universelles de citoyens qui se sont révélées efficaces pour réduire les inégalités liées aux droits à pension, ainsi que le risque de pauvreté des personnes âgées. Ce type de système existe, par exemple, au Danemark qui offre des pensions publiques généreuses («pensions de citoyen»); celles-ci sont universelles, non contributives et financées par la fiscalité générale²⁷. De telles pensions existent aussi en Afrique du Sud et elles contribuent fortement à réduire la pauvreté et la faim dans le pays²⁸.

D'autres pays ont fructueusement associé des régimes contributifs et des «socles de retraite» non contributifs (également connus comme des pensions minimales garanties ou pensions de base) pour les personnes n'ayant pas ou pas assez cotisé afin de veiller à une couverture universelle. En 2017, le Kenya a, par exemple, introduit une pension non contributive pour les travailleurs qui ne pouvaient prétendre à une pension contributive. L'introduction de tels socles peut protéger les personnes qui ne parviennent pas à cotiser suffisamment avant d'atteindre l'âge de la retraite et participe aussi à l'atténuation des inégalités de revenus entre les hommes et les femmes, les différentes professions et les groupes socioéconomiques.

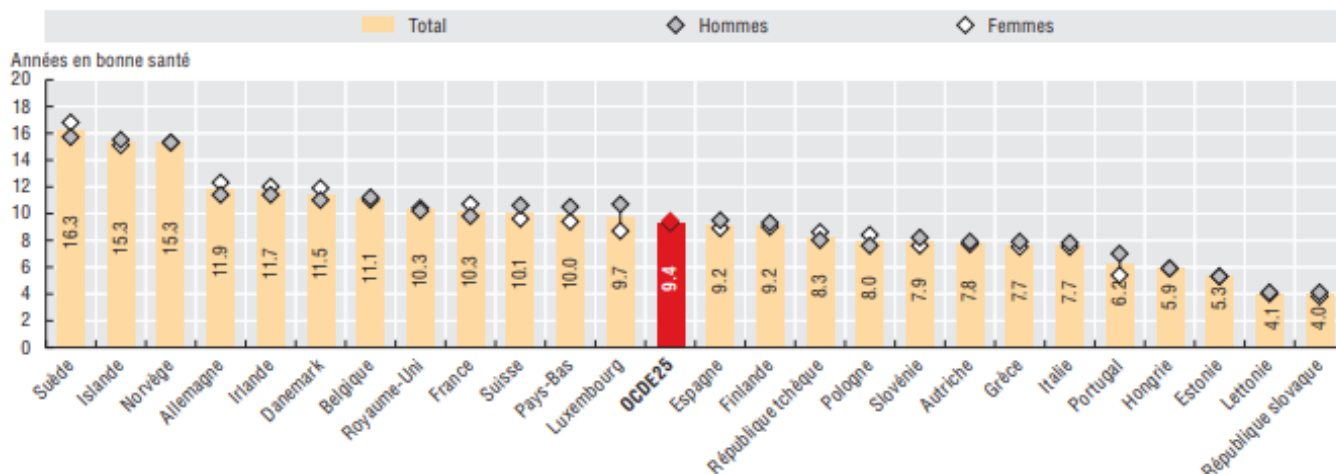
Annexe : Graphiques

Espérance de vie à 65 ans



Source : OCDE (2017), *Panorama de la santé*.

Années de vie en bonne santé à 65 ans



Source : OCDE (2017), *Panorama de la santé*.

1 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2016), *Panorama de la société 2016*.

2 Bureau international du Travail (BIT) (2014), *L'emploi et la protection sociale face à la nouvelle donne démographique*, Rapport IV, Conférence internationale du Travail (CIT), 102e session.

3 Idem

4 Commission européenne (CE) (2015), *Adéquation et viabilité des pensions*, Fiche thématique du semestre européen.

5 Central Intelligence Agency (CIA) (2011), *The World Factbook 2011*.

6 OCDE (2017), *Panorama des pensions*.

7 BIT (2014).

8 Idem

9 BIT (2018), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*.

10 OCDE (2017), *Panorama des pensions*.

11 Idem

12 OCDE (2019, à paraître), *Labour Supply for Older People in Advanced Economies: What role for policies?*

13 Réseau européen de politique sociale (ESPN) (2016), *Thematic Report on Retirement regimes for workers in arduous or hazardous jobs*.

14 Boulhol et Geppert (2019), *The effect of population ageing on pensions*, CEPR Policy Portal.

15 CE (2015), *Adéquation et viabilité des pensions*, Fiche thématique du semestre européen.

16 BIT (2014).

17 BIT (2016), *Les femmes au travail – Tendances 2016*.

18 BIT (2018), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances de l'emploi des femmes*

19 Voir par exemple, Confédération européenne des syndicats (CES) (2018), *Renforcer la participation des syndicats pour garantir des transitions de qualité et de l'emploi aux jeunes européens*.

20 BIT (2014).

21 Fondazione Leone Moressa (2017), *La dimensione internazionale delle migrazioni*.

22 OCDE (2017), *Panorama des pensions*.

23 Gora, M. (2014), *Redesigning pension systems, The institutional structure of pension systems should follow population developments*, IZA World of Labor.

24 CES (2012), *Position de la CES - Livre Blanc sur les pensions : «Pour garantir les retraites : Ne se tromper ni sur les objectifs, ni sur les moyens»*.

25 Fonds monétaire international (FMI) (2018), *Piercing the veil*.

26 Voir par exemple, CSI (2012), *Financial Transactions Tax brief for Rio + 20*.

27 CE (2018), *Rapport 2018 sur l'adéquation des retraites : adéquation actuelle et future des revenus des personnes âgées dans l'UE*. Volume 2 – Profil par pays

28 BIT (2014).